

## **Un green new deal ? Vers une économie verte**

Aujourd'hui, les mots « green new deal » sont sur toutes les lèvres. Mais ils n'ont pas toujours le même sens. Pour beaucoup, il s'agit simplement d'effectuer des investissements conjoncturels limités et ponctuels, liés à des projets ayant à la fois un impact économique et environnemental, comme les énergies renouvelables. Les Verts soutiennent bien entendu de telles mesures, qu'ils appellent de leur vœux depuis des années. Les deux premiers paquets de mesures de stabilisation du Conseil fédéral contiennent des investissements de ce type. Une rallonge a même été votée ce printemps par le parlement en faveur du photovoltaïque, la somme allouée passant de 10 à 20 millions. Mais il s'agit là de soutiens de faible ampleur. Un geste véritablement incitatif aurait été de débloquer le « couvercle » budgétaire qui met actuellement en attente près de 3'000 projets de production d'électricité verte, dont le courant pourrait être rétribué à prix coûtant. Les investisseurs sont là, prêts à maintenir et même à créer des milliers d'emplois locaux. En Allemagne, où des mesures incitatives claires ont été mises en place, le nombre d'emplois a quasiment quadruplé pour atteindre 260 000 en moins de 10 ans. Il reste dès lors encore beaucoup à faire en matière de soutiens conjoncturels ciblés dans des domaines porteurs comme les énergies renouvelables. Cependant, de telles mesures ne sauraient constituer à elles seules un véritable « green new deal » aux yeux des Verts.

Les marchés de l'environnement englobent en effet un univers bien plus large et diversifié que les seules énergies renouvelables. L'étude « Emplois verts : pour un travail décent dans un monde durable, à faibles émissions de carbone » réalisée par Worldwatch pour le PNUE et l'OIT donne un aperçu enthousiasmant des dernières tendances mondiales. En voici quelques extraits. Le marché mondial des produits et services environnementaux devrait doubler pour passer de 1'370 milliards de dollars par an à l'heure actuelle à 2'740 milliards de dollars d'ici à 2020, d'après le cabinet Roland-Berger Strategy Consultant. La moitié de ce marché concerne l'efficacité énergétique et l'autre moitié les transports durables, l'alimentation en eau, l'assainissement et la gestion des déchets. En Allemagne, par exemple, la technologie environnementale devrait quadrupler pour atteindre 16 % de la production industrielle d'ici à 2030, l'emploi dans ce secteur dépassant l'emploi dans les principales activités industrielles du pays que sont le secteur des machines-outils et la construction automobile.

Ces développements réjouissants doivent être encouragés et promus. Plus fondamentalement encore, ce ne sont pas seulement ces marchés, conçus comme la « partie verte » de l'économie, qui doivent être soutenus. C'est l'ensemble de l'économie, dans tous ses secteurs, qui doit devenir plus verte.

Pour ce faire, des modifications profondes des conditions cadre doivent être envisagées. Certaines pistes sont déjà connues, même si on peine à les appliquer en Suisse, à l'image de la taxe CO<sub>2</sub>, qui permet de renchérir les technologies et les produits reposant sur l'utilisation massive d'énergies fossiles. D'autres, plus innovantes, sont à développer. En voici quelques exemples, que nous avons défendus lors du débat ad hoc de la session de ce printemps.

### **Offrir des éco-prêts aux entreprises**

Les entreprises innovantes actives dans les nouveaux marchés de l'environnement doivent avoir un accès facilité au crédit, tout particulièrement en cette période de crise. Les Verts proposent de créer un fond auquel elles auraient accès moyennant un taux d'intérêt préférentiel dans le cadre d'«éco-prêts». Cet instrument existe déjà en Europe. La commission européenne vient en effet d'autoriser un régime permettant d'offrir de tels prêts à taux réduits aux entreprises vertes. La France sera la première à en profiter. A quand un dispositif similaire en Suisse ?

### **Elaborer une TVA écologique**

Une fiscalité écologique permettrait d'encourager les consommateurs à se diriger vers des produits durables et récompenserait les entreprises qui prennent leurs responsabilités, que ce soit en proposant des produits écologiques ou en adaptant leurs processus de production. Les Verts demandent dès lors au Conseil fédéral d'étudier les moyens de réviser la TVA de manière à ce qu'elle favorise désormais systématiquement les produits et services respectueux de l'environnement ou socialement responsables.

### **Soutenir l'assainissement énergétique des entreprises**

Environ 25 % de notre consommation énergétique est due aux activités de l'industrie, des services et des arts et métiers. Or les possibilités d'améliorer l'efficacité énergétique des infrastructures sont très nombreuses. Grâce à un soutien financier, des projets d'assainissement qui ne sont pas mis en œuvre aujourd'hui parce que leur rentabilité financière n'est pas suffisante atteindraient le seuil de rentabilité et seraient dès lors exécutés. Cette mesure permettrait à des entreprises de moderniser leurs instruments et leurs processus de production, tout en générant des économies substantielles sur leur facture énergétique.

### **Appliquer les principes de l'écologie industrielle**

L'écologie industrielle permet notamment de créer des opportunités de collaboration entre entreprises, dans le but de valoriser mutuellement leurs ressources. Les eaux de refroidissement peuvent par exemple être utilisées successivement par plusieurs entreprises, ou les déchets de l'une être valorisés comme matière première de l'autre. De tels projets doivent être planifiés, les potentiels de collaboration étant décelés, puis les entreprises mises en contact par une instance de coordination. Genève s'intéresse actuellement à ce type de démarche. Les Verts demandent à la Confédération d'étudier les moyens d'encourager de telles initiatives dans l'ensemble des cantons.

### **Dématérialiser l'économie**

L'économie de fonctionnalité vise le remplacement de la vente de biens par la vente de leur usage. Elle permet une dématérialisation de l'économie, en dissociant la réussite économique de la surconsommation des ressources. Le système de « car sharing » Mobility en est un exemple bien connu. En France, un groupe d'étude du Grenelle de l'Environnement a été chargé de mettre en place

un dispositif susceptible de lancer une véritable dynamique en matière d'économie de fonctionnalité. Les Verts souhaitent que la Confédération étudie elle aussi le potentiel environnemental et économique que représente ce secteur pour la Suisse, ainsi que les moyens de l'encourager.

Les Verts sont convaincus qu'il est temps de changer l'économie en profondeur, avec des propositions vraiment innovantes, pour qu'elle devienne enfin durable. C'est ce qu'ils entendent aujourd'hui lorsqu'ils parlent d'un « green new deal ».

Adèle Thorens Goumaz, publié dans le Bulletin vert n°16 en juin 2009